



**NATIONS
UNIES**



**Convention sur la lutte
contre la désertification**

Distr.
GÉNÉRALE

ICCD/COP(ES-1)/5
19 décembre 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES

**RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SUR LES TRAVAUX DE
SA PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE, TENUE À NEW YORK
LE 26 NOVEMBRE 2007**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
PREMIÈRE PARTIE: DÉLIBÉRATIONS		
I. OUVERTURE DE LA SESSION.....	1 – 2	3
II. QUESTIONS D'ORGANISATION	3 – 10	3
A. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	3	3
B. Accréditation d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales, admission d'observateurs.....	4 – 5	3
C. Participation.....	6 – 9	3
D. Documentation.....	10	5
III. DÉCISIONS ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES	11 – 15	6
Décisions prises sur la recommandation du Président de la Conférence des Parties	11 – 15	6

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
IV. CONCLUSIONS DE LA SESSION.....	16 – 21	6
A. Pouvoirs des délégations.....	16 – 17	6
B. Rapport sur les travaux de la session.....	18	6
C. Clôture de la session	19 – 21	7

**DEUXIÈME PARTIE: MESURES PRISES PAR
LA CONFÉRENCE DES PARTIES**

Décision

1/COP.ES-1	Programme et budget de l'exercice biennal 1008-2009	8
------------	---	---

ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX

1.	Ressources nécessaires par objet de dépense	12
2.	Montant estimatif du budget conditionnel pour les services de Conférence	13
3.	Dépenses de fonctionnement qu'entraînerait la tenue de la neuvième session de la Conférence des Parties à Bonn	13
4.	Récapitulatif des ressources nécessaires au titre du Fonds supplémentaire, par programme	14
5.	Estimation des ressources nécessaires au titre du fonds spécial	14

Appendice

	Barème indicatif des quotes-parts pour le financement du budget de base pour 2008-2009	15
--	--	----

PREMIÈRE PARTIE: DÉLIBÉRATIONS

I. OUVERTURE DE LA SESSION

1. La première session extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, a été ouverte par M. José Luis Herránz Sáez (Espagne), qui a fait une déclaration.
2. Le Secrétaire exécutif de la Convention, M. Luc Gnacadja, a fait une déclaration.

II. QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (Point 1 de l'ordre du jour)

3. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux figurant dans le document ICCD/COP(ES-1)/1.

B. Accréditation d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales, admission d'observateurs (Point 3 de l'ordre du jour)

Accréditation d'organisations non gouvernementales

4. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a décidé d'accréditer les organisations non gouvernementales figurant à l'annexe I du document ICCD/COP(ES-1)/4.

Accréditation d'organisations nationales, internationales, gouvernementales ou intergouvernementales

5. À sa 1^{re} séance, conformément à l'article 7 de son règlement intérieur, la Conférence des Parties a admis une organisation intergouvernementale, le Système d'intégration de l'Amérique centrale, en qualité d'observateur à sa première session extraordinaire.

C. Participation

6. Les représentants des Parties ci-après à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ont participé à la septième session de la Conférence des Parties:

Afghanistan	Autriche
Albanie	Bahreïn
Algérie	Bélarus
Allemagne	Belgique
Andorre	Belize
Angola	Bénin
Antigua-et-Barbuda	Bolivie
Arabie saoudite	Bosnie-Herzégovine
Argentine	Botswana
Arménie	Brésil
Australie	Brunéi Darussalam

Bulgarie	Maroc
Burkina Faso	Maurice
Burundi	Mexique
Canada	Micronésie (États fédérés de)
Cap-Vert	Moldova
Chine	Monaco
Chypre	Mongolie
Colombie	Myanmar
Communauté européenne	Namibie
Comores	Nauru
Congo	Nicaragua
Costa Rica	Niger
Croatie	Nigéria
Cuba	Norvège
Danemark	Ouzbékistan
Égypte	Pakistan
El Salvador	Panama
Équateur	Paraguay
Érythrée	Pays-Bas
Espagne	Pérou
États-Unis d'Amérique	Philippines
Éthiopie	Pologne
ex-République yougoslave de Macédoine	Portugal
Fédération de Russie	République arabe syrienne
Fidji	République de Corée
Finlande	République tchèque
France	République-Unie de Tanzanie
Gabon	Roumanie
Gambie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Grèce	Rwanda
Guinée	Samoa
Haïti	Sao Tomé-et-Principe
Honduras	Sénégal
Hongrie	Slovénie
Îles Salomon	Soudan
Inde	Suède
Indonésie	Suisse
Iran (République islamique d')	Suriname
Irlande	Thaïlande
Islande	Tonga
Israël	Trinité-et-Tobago
Italie	Tunisie
Jamahiriya arabe libyenne	Turquie
Jamaïque	Ukraine
Japon	Uruguay
Kenya	Venezuela (République bolivarienne du)
Lesotho	Viet Nam
Lettonie	Zambie
Lituanie	Zimbabwe
Luxembourg	
Madagascar	
Malaisie	
Mali	
Malte	

7. Ont également assisté à la session en qualité d'observateurs des représentants de l'État non partie à la Convention ci-après:

Saint-Siège.

8. Les organes et bureaux de l'ONU et les institutions spécialisées, programmes et autres organismes des Nations Unies ci-après étaient représentés:

Banque mondiale
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF)
Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
Organisation météorologique mondiale (OMM)
Organisation mondiale de la santé (OMS)
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
Stratégie internationale de prévention des catastrophes.

9. Trois organisations intergouvernementales et deux organisations non gouvernementales étaient également représentées.

D. Documentation

10. Les documents soumis à la Conférence des Parties à sa première session extraordinaire, pour examen, étaient les suivants:

ICCD/COP(ES-1)/1	Ordre du jour provisoire et annotations. Note du secrétariat
ICCD/COP(ES-1)/2	Programme et budget – Examen de l'augmentation du budget de la Convention pour l'exercice biennal 2008-2009. Note du secrétariat
ICCD/COP(ES-1)/3	Credentials of delegations. Report of the Bureau to the Conference of the Parties
ICCD/COP(ES-1)/4	Accreditation of intergovernmental and non-governmental organizations, admission of observers. Note by the secretariat
ICCD/COP(ES-1)/INF.1	Renseignements à l'intention des participants
ICCD/COP(ES-1)/INF.2	Status of ratification of the United Nations Convention to Combat Desertification
ICCD/COP(ES-1)/INF.3	List of participants.

III. DÉCISIONS ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES

Décisions prises sur la recommandation du Président de la Conférence des Parties

11. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a constitué un groupe de contact à composition non limitée animé par M. Ositadinma Anaedu (Nigéria) pour régler les questions en suspens concernant le programme et le budget de la Convention pour l'exercice biennal 2008-2009.
12. Le Président de la Conférence des Parties a fait une déclaration et a annoncé que l'Espagne verserait la contribution spécifique de 185 000 euros dont il est question au paragraphe 8 de la décision 1/COP.ES-1.
13. Le représentant du Japon a fait une déclaration et a souscrit au texte du projet de décision, étant entendu que, pour l'exercice biennal 2010-2011, le point de départ des délibérations sur le budget serait le montant total approuvé pour l'exercice 2008-2009, compte tenu des dépenses non renouvelables.
14. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a adopté, sur la recommandation de son Président, la décision suivante:

1/COP.ES-1 Programme et budget de la Convention pour l'exercice biennal 2008-2009.
15. Il est entendu que le tableau 4 de la décision 1/COP.ES-1 sera ajusté en fonction des mesures qui seront prises au titre du paragraphe 10 de ladite décision.

IV. CONCLUSION DE LA SESSION

A. Pouvoirs des délégations

(Point 2 de l'ordre du jour)

16. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties, après avoir examiné le rapport du Bureau sur les pouvoirs des délégations (ICCD/COP(ES-1)/3) ainsi que la recommandation qui y figurait, a approuvé le rapport tel qu'il avait été modifié oralement.
17. Les pays ci-après ont été ajoutés au paragraphe 8 du document ICCD/COP(ES-1)/3: Brunéi Darussalam, Nigéria et Paraguay.

B. Rapport sur les travaux de la session

(Point 5 de l'ordre du jour)

18. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a adopté le projet de rapport sur les travaux de sa première session extraordinaire (ICCD/COP(ES-1)/L.1) et a autorisé le Rapporteur à compléter ce rapport comme il convenait, avec le concours du secrétariat.

C. Clôture de la session

19. Le Secrétaire exécutif de la Convention, M. Luc Gnacadja, a fait une déclaration.
20. Des déclarations ont également été faites par les représentants du Pakistan (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), du Portugal (au nom de l'Union européenne) et du Japon.
21. Le Président a fait une déclaration et a prononcé la clôture de la première session extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention.

Deuxième partie: Mesures prises par la Conférence des Parties

Décision 1/COP.ES-1

Programme et budget de l'exercice biennal 2008–2009

La Conférence des Parties,

Se félicitant d'avoir adopté à sa huitième session le plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (2008-2018) (la Stratégie),

Rappelant les paragraphes 3, 9 et 10 de ses règles de gestion financière¹,

Notant qu'il a été donné suite à plusieurs des recommandations du rapport du Corps commun d'inspection (CCI) et qu'il est prévu de prendre des mesures complémentaires découlant des orientations stratégiques de la Conférence des Parties,

Rappelant la recommandation 16 du rapport du CCI et la décision 23/COP.7 d'adopter l'euro comme unité de compte pour le budget et la comptabilité du secrétariat,

Notant que le secrétariat doit modifier ses systèmes comptables correspondants du fait de la mise en application des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) d'ici au début de 2010,

Convenant que les prochaines propositions de programme et de budget doivent être présentées en temps voulu de la façon la plus informative, la plus claire et la plus transparente possible pour tenir compte des orientations stratégiques de la Conférence des Parties,

1. *Prie* le Secrétaire exécutif de rendre compte au Bureau de la Conférence des Parties de toutes les autres mesures qu'il peut juger nécessaire de prendre pour donner suite à toutes les recommandations figurant dans les rapports de vérification des comptes pour l'exercice biennal 2004-2005 et à celles qui n'auraient pas encore été appliquées pour les exercices biennaux antérieurs;

2. *Félicite* le Secrétaire exécutif de s'être concerté avec le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et d'avoir procédé au cofinancement d'un même vérificateur interne de la classe P-3;

3. *Autorise* le Secrétaire exécutif, à titre exceptionnel et sans que cela crée un précédent pour la Convention ou tout autre instrument international, à puiser dans les soldes non utilisés, les contributions d'exercices précédents et les recettes diverses pour couvrir les dépassements de crédits au titre d'engagements contractuels concernant des dépenses de personnel et, seulement en cas d'absolue nécessité, faire face aux dépenses renouvelables de fonctionnement inévitables aux chapitres 1 à 6 du budget de l'exercice biennal 2006-2007 qui peuvent se produire jusqu'au

¹ Décision 2/COP.1.

31 décembre 2007 par suite de nouvelles dépréciations du dollar des États-Unis par rapport à l'euro;

4. *Adopte* le barème indicatif des contributions pour 2008 et 2009 figurant en annexe à la présente décision, conformément aux règles de gestion financière de la Convention;

5. *Autorise* le Secrétaire exécutif, pour l'exercice biennal 2008-2009, à communiquer aux Parties le montant indicatif en euros et en dollars des États-Unis de leur contribution pour 2008 et 2009, qui devra être versée en euros, ou en dollars pour un montant équivalent;

6. *Prie* le Secrétaire exécutif de communiquer aux Parties le montant de leur contribution pour 2008 avant le 20 octobre 2007, et pour 2009 avant le 1^{er} octobre 2008, afin d'encourager le versement rapide de ces contributions;

7. *Décide* d'introduire l'euro comme unité de compte à partir de 2010-2011, *confirme* conformément à la décision 23/COP.7 qu'à compter de l'exercice biennal 2010-2011 les notifications devront être exprimées en euros et *prie* le Secrétaire exécutif de lui rendre compte de toutes les modifications à apporter au document relatif au budget-programme à présenter à la neuvième session de la Conférence des Parties et des dépenses correspondantes;

8. *Approuve* le budget de base pour l'exercice biennal 2008-2009 d'un montant de 14 896 000 euros², qui comprend à titre exceptionnel pour cet exercice et sans que cela crée un précédent pour la Convention des Nations sur la lutte contre la désertification ou toute autre convention, une contribution spécifique de 185 000 euros versée par une Partie, aux fins spécifiées au tableau 1 ci-dessous, le total des contributions à mettre en recouvrement auprès des Parties étant donc de 14 711 000 euros pour l'exercice 2008-2009; *approuve également* le fait que, pour l'exercice biennal 2010-2011, le point de départ des délibérations sur le budget sera le montant total approuvé pour l'exercice biennal 2008-2009;

9. *Prend note* avec reconnaissance de la contribution annuelle de 511 292 euros du Gouvernement du pays hôte au budget de base, qui vient en déduction des dépenses prévues, et de la généreuse contribution de 511 292 euros qu'il a versée au secrétariat, par l'intermédiaire du Fonds de Bonn, afin de financer les manifestations organisées par le secrétariat dans le cadre de la Convention;

10. *Prie* le Secrétaire exécutif d'introduire une gestion axée sur les résultats et de remanier selon que de besoin les programmes actuels, la structure des effectifs et les attributions liées aux divers postes du secrétariat afin de faciliter la mise en œuvre de la Stratégie, en agissant dans le cadre du budget alloué et en s'inspirant des principes suivants:

- a) Optimiser les dépenses et améliorer l'efficacité, s'il y a lieu;
- b) Réaffecter des ressources pour renforcer les capacités essentielles;
- c) Assurer la transparence et la clarté voulues en matière de comptabilité;

² Déduction faite de la contribution du pays hôte mentionnée ci-dessous au paragraphe 9.

d) Renforcer l'appui à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires;

et de rendre compte à la Conférence des Parties à sa neuvième session des résultats de ces remaniements;

11. *Prend note* de la désignation par le Secrétaire général de l'ONU du nouveau Secrétaire exécutif, ayant rang de sous-secrétaire général;

12. *Note* que les activités du secrétariat et du Mécanisme mondial doivent être gérées en fonction du montant du budget de base approuvé pour l'exercice biennal (voir le paragraphe 8), qui a priorité sur tous les autres tableaux ou chiffres contenus dans la décision relative au budget, sauf modification décidée par la Conférence des Parties;

13. *Approuve* un budget conditionnel pour les services de conférence s'élevant à 1 985 000 euros, qui s'ajouteraient au budget-programme pour le prochain exercice biennal si l'Assemblée générale décidait de ne pas ouvrir de crédits pour ces activités au budget ordinaire de l'ONU pour l'exercice biennal 2008-2009 (voir le tableau 2 ci-après);

14. *Prend note* du montant estimatif des dépenses supplémentaires – pouvant atteindre 1 492 000 euros (voir le tableau 3) – qu'il faudra engager si sa neuvième session se tient à Bonn, et *décide* que, dans la mesure où les contributions volontaires versées pour couvrir ces dépenses supplémentaires n'atteindraient pas ce montant, la différence serait imputée sur le budget conditionnel pour les services de conférence figurant au tableau 2 ci-après;

15. *Prie* l'Assemblée générale d'inscrire au calendrier des conférences et des réunions pour l'exercice biennal 2008-2009 les sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires qui sont prévues pour l'exercice biennal;

16. *Confirme* l'autorisation qu'elle a donnée au Secrétaire exécutif d'opérer des virements entre les lignes de crédit 1 à 5 indiquées dans le tableau 1 ci-après, jusqu'à concurrence d'un montant global correspondant à 20 % du montant estimatif total des dépenses prévues au titre de ces lignes de crédit, étant entendu que, pour chacune d'entre elles, la réduction devra rester inférieure à 25 %, et *prie* le Secrétaire exécutif de lui rendre compte de tout virement éventuel de cette nature;

17. *Décide* de maintenir le niveau de la réserve de trésorerie à 8,3 % du montant estimatif des dépenses annuelles, y compris les frais généraux, inscrites au budget de base;

18. *Autorise* le Secrétaire exécutif, pour l'exercice biennal 2008-2009, à utiliser les liquidités disponibles du budget de base, dont les soldes non utilisés, les contributions d'exercices antérieurs et les recettes diverses;

19. *Prie* le Secrétaire exécutif de donner la priorité, dans l'affectation des crédits budgétaires, à la mise en œuvre des décisions prises par les Parties à la huitième session de la Conférence des Parties, à l'organisation des sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires, et à la facilitation, à leur demande, de l'octroi d'une aide aux pays en développement parties touchés aux fins de la compilation et de la communication des informations requises en vertu de la Convention;

20. *Prend note* des estimations des ressources nécessaires au Fonds supplémentaire présentées par le Secrétaire exécutif dans le tableau 4, d'un montant de 14 383 000 euros, étant entendu que le Fonds supplémentaire sera réformé et intégré dans la Stratégie, et *invite* les Parties ainsi que les gouvernements des États qui ne sont pas parties, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales à verser des contributions à ce Fonds, constitué en application du paragraphe 9 des règles de gestion financière, afin:

a) De financer la participation de représentants d'organisations non gouvernementales des pays parties en développement touchés, en particulier des moins avancés d'entre eux, aux sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires, ainsi que leur participation aux conférences ou réunions régionales organisées dans le cadre de la Convention;

b) De faciliter l'octroi d'une assistance aux pays parties en développement, en application de l'alinéa *c* du paragraphe 2 de l'article 23 et du paragraphe 7 de l'article 26 de la Convention, ainsi que des articles pertinents de ses annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional;

c) De faciliter les activités de mise en œuvre et la réalisation des objectifs stratégiques exposés dans le plan stratégique décennal;

d) De servir à d'autres fins appropriées compatibles avec les objectifs de la Convention;

21. *Prend note en outre* des estimations des ressources nécessaires au Fonds spécial pour l'exercice biennal 2008-2009, présentées par le Secrétaire exécutif dans le tableau 5, à savoir 2 427 000 euros (soit 3 277 000 dollars), dont 1 172 000 euros (1 582 000 dollars) pour la septième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention et 1 255 000 euros (1 695 000 dollars) pour la neuvième session de la Conférence des Parties, et *invite* les Parties ainsi que les gouvernements des États qui ne sont pas parties, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales à verser des contributions à ce Fonds, constitué en application du paragraphe 10 des règles de gestion financière, afin de financer la participation aux sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires de représentants des pays parties en développement, en particulier des pays les moins avancés, qui sont touchés par la désertification ou la sécheresse, notamment en Afrique;

22. *Prie* le Secrétaire exécutif de lui rendre compte, à sa neuvième session, de l'état des fonds d'affectation spéciale constitués en application des règles de gestion financière.

Annexe

Tableau 1. Ressources nécessaires par objet de dépense
(en milliers d'euros et de dollars)*

Objet de dépense	2006–2007		2008		2009		2008–2009	
	Euros	Dollars	Euros	Dollars	Euros	Dollars	Euros	Dollars
Dépenses de personnel	7 480	8 746	3 698	5 455	3 831	5 653	7 529	11 108
Consultants et experts	327	382	167	246	173	256	340	502
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	917	1 073	469	692	485	715	954	1 407
Dépenses générales de fonctionnement et dépenses connexes	1 491	1 744	763	1 125	789	1 163	1 552	2 289
Total partiel, secrétariat	10 215	11 945	5 097	7 518	5 278	7 787	10 375	15 305
Mécanisme mondial	3 323	3 886	1 711	2 524	1 745	2 574	3 456	5 098
Total, secrétariat et Mécanisme mondial	13 538	15 831	6 808	10 042	7 023	10 361	13 831	20 403
Frais généraux	1 759	2 058	883	1 302	915	1 350	1 798	2 652
Réserve de trésorerie	10	12	135	199	155	229	290	428
Total, ressources nécessaires	15 307	17 901	7 826	11 543	8 093	11 940	15 919	23 483
Moins: Contribution du gouvernement du pays hôte	1 023	1 196	511	754	512	755	1 023	1 509
Montant net nécessaire – contributions selon le barème indicatif	14 284	16 705	7 315	10 789	7 581	11 185	14 896	21 974

* Note: Le budget étant approuvé en euros, les montants en dollars sont indiqués uniquement pour information.

Tableau 2. Montant estimatif du budget conditionnel pour les services de conférence
(au cas où l'Assemblée générale déciderait de ne pas imputer les sessions de la Conférence des Parties sur son budget ordinaire)
(en milliers de dollars et d'euros)

Objet de dépense	2008		2009		Total 2008-2009	
	Dollars	Euros	Dollars	Euros	Dollars	Euros
Services de conférence	691	513	1 680	1 244	2 371	1 757
Frais généraux	90	66	218	162	308	228
Montant total des ressources nécessaires	781	579	1 898	1 406	2 679	1 985

Tableau 3. Dépenses de fonctionnement qu'entraînerait la tenue de la neuvième session de la Conférence des Parties à Bonn
(en milliers de dollars et d'euros)

Objet de dépense	Montant estimatif des dépenses pour la Conférence des Parties (2009)	
	Dollars	Euros
Dépenses logistiques	1 620	1 200
Imprévus	162	120
Total partiel	1 782	1 320
Frais généraux	232	172
Montant total des ressources nécessaires	2 014	1 492

Tableau 4. Récapitulatif des ressources nécessaires au titre du Fonds supplémentaire, par programme
(en milliers d'euros)

Programme/objet de dépense	
	Total euros
Direction exécutive et administration	296 000
Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires, conseils juridiques et questions d'intérêt général	1 102 000
Science et technologie	1 704 000
Facilitation de la mise en œuvre	8 162 000
Relations extérieures et information	983 000
Services administratifs	481 000
Total partiel, programmes	12 728 000
Frais généraux	1 655 000
Montant total des ressources nécessaires	14 383 000

Tableau 5. Estimation des ressources nécessaires au titre du Fonds spécial
(en milliers de dollars et d'euros)

Objet de dépense	2008-2009	
	Dollars	Euros
<i>Taux de change utilisé</i>		1,35
Frais de voyage des représentants et des participants aux réunions		
Septième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention	1 400	1 037
Neuvième session de la Conférence des Parties	1 500	1 111
Frais généraux	377	279
Montant total des ressources nécessaires	3 277	2 427

Appendice

Barème indicatif des quotes-parts pour le financement du budget de base pour 2008 et 2009

Partie à la Convention ^a		(*)	Barème ONU	Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009	Contribution pour 2008		Contribution pour 2009		Montant total à verser en 2008-2009	
			(%)	(%) ^b	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros
1	Afghanistan	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
2	Afrique du Sud		0,290	0,281	29 930	20 290	30 330	21 040	60 260	41 330
3	Albanie		0,006	0,006	640	430	650	450	1 290	880
4	Algérie		0,085	0,082	8 730	5 920	8 850	6 140	17 580	12 060
5	Allemagne		8,577	8,307	884 860	599 930	896 570	622 110	1 781 430	1 222 040
6	Andorre		0,008	0,008	850	580	860	600	1 710	1 180
7	Angola	PMA	0,003	0,003	320	220	320	220	640	440
8	Antigua-et-Barbuda		0,002	0,002	210	140	220	150	430	290
9	Arabie saoudite		0,748	0,724	77 120	52 290	78 140	54 220	155 260	106 510
10	Argentine		0,325	0,315	33 550	22 750	34 000	23 590	67 550	46 340
11	Arménie		0,002	0,002	210	140	220	150	430	290
12	Australie		1,787	1,731	184 390	125 010	186 830	129 630	371 220	254 640
13	Autriche		0,887	0,859	91 500	62 040	92 710	64 330	184 210	126 370
14	Azerbaïdjan		0,005	0,005	530	360	540	370	1 070	730
15	Bahamas		0,016	0,015	1 600	1 080	1 620	1 120	3 220	2 200
16	Bahreïn		0,033	0,032	3 410	2 310	3 450	2 400	6 860	4 710
17	Bangladesh	PMA	0,010	0,010	1 070	720	1 080	750	2 150	1 470
18	Barbade		0,009	0,009	960	650	970	670	1 930	1 320
19	Bélarus		0,020	0,019	2 020	1 370	2 050	1 420	4 070	2 790

Partie à la Convention ^a		(*)	Barème ONU	Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009	Contribution pour 2008		Contribution pour 2009		Montant total à verser en 2008-2009	
			(%)	(%) ^b	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros
20	Belgique		1,102	1,067	113 660	77 060	115 160	79 910	228 820	156 970
21	Belize		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
22	Bénin	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
23	Bhoutan	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
24	Bolivie		0,006	0,006	640	430	650	450	1 290	880
25	Bosnie-Herzégovine		0,006	0,006	640	430	650	450	1 290	880
26	Botswana		0,014	0,014	1 490	1 010	1 510	1 050	3 000	2 060
27	Brésil		0,876	0,848	90 330	61 240	91 520	63 510	181 850	124 750
28	Brunei Darussalam		0,026	0,025	2 660	1 810	2 700	1 870	5 360	3 680
29	Bulgarie		0,020	0,019	2 020	1 370	2 050	1 420	4 070	2 790
30	Burkina Faso	PMA	0,002	0,002	210	140	220	150	430	290
31	Burundi	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
32	Cambodge	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
33	Cameroun		0,009	0,009	960	650	970	670	1 930	1 320
34	Canada		2,977	2,883	307 100	208 210	311 160	215 910	618 260	424 120
35	Cap-Vert	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
36	Chili		0,161	0,156	16 620	11 270	16 840	11 680	33 460	22 950
37	Chine		2,667	2,583	275 140	186 540	278 780	193 440	553 920	379 980
38	Chypre		0,044	0,043	4 580	3 110	4 640	3 220	9 220	6 330
39	Colombie		0,105	0,102	10 870	7 370	11 010	7 640	21 880	15 010
40	Communauté européenne		2,500	2,500	266 300	180 550	269 830	187 230	536 130	367 780
41	Comores	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
42	Congo		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140

Partie à la Convention ^a		(*)	Barème ONU	Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009	Contribution pour 2008		Contribution pour 2009		Montant total à verser en 2008-2009	
			(%)	(%) ^b	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros
43	Costa Rica		0,032	0,031	3 300	2 240	3 350	2 320	6 650	4 560
44	Côte d'Ivoire		0,009	0,009	960	650	970	670	1 930	1 320
45	Croatie		0,050	0,048	5 110	3 470	5 180	3 590	10 290	7 060
46	Cuba		0,054	0,052	5 540	3 760	5 610	3 890	11 150	7 650
47	Danemark		0,739	0,716	76 270	51 710	77 280	53 620	153 550	105 330
48	Djibouti	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
49	Dominique		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
50	Égypte		0,088	0,085	9 050	6 140	9 170	6 370	18 220	12 510
51	El Salvador		0,020	0,019	2 020	1 370	2 050	1 420	4 070	2 790
52	Émirats arabes unis		0,302	0,292	31 100	21 090	31 520	21 870	62 620	42 960
53	Équateur		0,021	0,020	2 130	1 440	2 160	1 500	4 290	2 940
54	Érythrée	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
55	Espagne		2,968	2,875	306 250	207 630	310 300	215 310	616 550	422 940
56	États-Unis d'Amérique ^d		22,000	22,000	2 343 260	1 588 980	2 374 310	1 647 980	4 717 570	3 236 960
57	Éthiopie	PMA	0,003	0,003	320	220	320	220	640	440
58	ex-République yougoslave de Macédoine		0,005	0,005	530	360	540	370	1 070	730
59	Fédération de Russie		1,200	1,162	123 780	83 920	125 410	87 020	249 190	170 940
60	Fidji		0,003	0,003	320	220	320	220	640	440
61	Finlande		0,564	0,546	58 160	39 430	58 930	40 890	117 090	80 320
62	France		6,301	6,103	650 090	440 760	658 700	457 050	1 308 790	897 810
63	Gabon		0,008	0,008	850	580	860	600	1 710	1 180
64	Gambie	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140

Partie à la Convention ^a		(*)	Barème ONU	Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009	Contribution pour 2008		Contribution pour 2009		Montant total à verser en 2008-2009	
			(%)	(%) ^b	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros
65	Géorgie		0,003	0,003	320	220	320	220	640	440
66	Ghana		0,004	0,004	430	290	430	300	860	590
67	Grèce		0,596	0,577	61 460	41 670	62 280	43 210	123 740	84 880
68	Grenade		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
69	Guatemala		0,032	0,031	3 300	2 240	3 350	2 320	6 650	4 560
70	Guinée	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
71	Guinée équatoriale	PMA	0,002	0,002	210	140	220	150	430	290
72	Guinée-Bissau	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
73	Guyana		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
74	Haïti	PMA	0,002	0,002	210	140	220	150	430	290
75	Honduras		0,005	0,005	530	360	540	370	1 070	730
76	Hongrie		0,244	0,236	25 140	17 040	25 470	17 670	50 610	34 710
77	Îles Cook		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
78	Îles Marshall		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
79	Îles Salomon	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
80	Inde		0,450	0,436	46 440	31 490	47 060	32 650	93 500	64 140
81	Indonésie		0,161	0,156	16 620	11 270	16 840	11 680	33 460	22 950
82	Iran (République islamique d')		0,180	0,174	18 530	12 570	18 780	13 030	37 310	25 600
83	Irlande		0,445	0,431	45 910	31 130	46 520	32 280	92 430	63 410
84	Islande		0,037	0,036	3 830	2 600	3 890	2 700	7 720	5 300
85	Israël		0,419	0,406	43 250	29 320	43 820	30 410	87 070	59 730
86	Italie		5,079	4,919	523 970	355 250	530 910	368 380	1 054 880	723 630

Partie à la Convention ^a		(*)	Barème ONU	Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009	Contribution pour 2008		Contribution pour 2009		Montant total à verser en 2008-2009	
			(%)	(%) ^b	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros
87	Jamahiriya arabe libyenne		0,062	0,060	6 390	4 330	6 480	4 490	12 870	8 820
88	Jamaïque		0,010	0,010	1 070	720	1 080	750	2 150	1 470
89	Japon		16,624	16,101	1 715 080	1 162 810	1 737 780	1 205 800	3 452 860	2 368 610
90	Jordanie		0,012	0,012	1 280	870	1 300	900	2 580	1 770
91	Kazakhstan		0,029	0,028	2 980	2 020	3 020	2 100	6 000	4 120
92	Kenya		0,010	0,010	1 170	720	1 080	750	2 150	1 470
93	Kirghizistan		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
94	Kiribati	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
95	Koweït		0,182	0,176	18 750	12 710	19 000	13 180	37 750	25 890
96	Lesotho	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
97	Lettonie		0,018	0,017	1 810	1 230	1 830	1 270	3 640	2 500
98	Liban		0,034	0,033	3 520	2 380	3 560	2 470	7 080	4 850
99	Libéria	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
100	Liechtenstein		0,010	0,010	1 070	720	1 080	750	2 150	1 470
101	Lituanie		0,031	0,030	3 200	2 170	3 240	2 250	6 440	4 420
102	Luxembourg		0,085	0,082	8 730	5 920	8 850	6 140	17 580	12 060
103	Madagascar	PMA	0,002	0,002	210	140	220	150	430	290
104	Malawi	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
105	Malaisie		0,190	0,184	19 600	13 290	19 860	13 780	39 460	27 070
106	Maldives	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
107	Mali	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
108	Malte		0,017	0,016	1 700	1 160	1 730	1 200	3 430	2 360
109	Maroc		0,042	0,041	4 370	2 960	4 430	3 070	8 800	6 030

Partie à la Convention ^a		(*)	Barème ONU	Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009	Contribution pour 2008		Contribution pour 2009		Montant total à verser en 2008-2009	
			(%)	(%) ^b	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros
110	Maurice		0,011	0,011	1 170	790	1 190	820	2 360	1 610
111	Mauritanie	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
112	Mexique		2,257	2,186	232 850	157 870	235 930	163 710	468 780	321 580
113	Micronésie (États fédérés de)		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
114	Moldova		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
115	Monaco		0,003	0,003	320	220	320	220	640	440
116	Mongolie		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
117	Monténégro		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
118	Mozambique	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
119	Myanmar	PMA	0,005	0,005	530	360	540	370	1 070	730
120	Namibie		0,006	0,006	640	430	650	450	1 290	880
121	Nauru		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
122	Népal	PMA	0,003	0,003	320	220	320	220	640	440
123	Nicaragua		0,002	0,002	210	140	220	150	430	290
124	Niger	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
125	Nigéria		0,048	0,046	4 900	3 320	4 960	3 440	9 860	6 760
126	Nioué		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
127	Norvège		0,782	0,757	80 640	54 670	81 700	56 690	162 340	111 360
128	Nouvelle-Zélande		0,256	0,248	26 420	17 910	26 770	18 570	53 190	36 480
129	Oman		0,073	0,071	7 560	5 130	7 660	5 320	15 220	10 450
130	Ouganda	PMA	0,003	0,003	320	220	320	220	640	440
131	Ouzbékistan		0,008	0,008	850	580	860	600	1 710	1 180
132	Pakistan		0,059	0,057	6 070	4 120	6 150	4 270	12 220	8 390

Partie à la Convention ^a		(*)	Barème ONU	Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009	Contribution pour 2008		Contribution pour 2009		Montant total à verser en 2008-2009	
			(%)	(%) ^b	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros
133	Palaos		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
134	Panama		0,023	0,022	2 340	1 590	2 370	1 650	4 710	3 240
135	Papouasie-Nouvelle-Guinée		0,002	0,002	210	140	220	150	430	290
136	Paraguay		0,005	0,005	530	360	540	370	1 070	730
137	Pays-Bas		1,873	1,814	193 230	131 010	195 790	135 850	389 020	266 860
138	Pérou		0,078	0,076	8 100	5 490	8 200	5 690	16 300	11 180
139	Philippines		0,078	0,076	8 100	5 490	8 200	5 690	16 300	11 180
140	Pologne		0,501	0,485	51 660	35 030	52 350	36 320	104 010	71 350
141	Portugal		0,527	0,510	54 330	36 830	55 040	38 190	109 370	75 020
142	Qatar		0,085	0,082	8 730	5 920	8 850	6 140	17 580	12 060
143	République arabe syrienne		0,016	0,015	1 600	1 080	1 620	1 120	3 220	2 200
144	République centrafricaine	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
145	République de Corée		2,173	2,105	224 220	152 020	227 190	157 640	451 410	309 660
146	République démocratique du Congo	PMA	0,003	0,003	320	220	320	220	640	440
147	République démocratique populaire lao	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
148	République dominicaine		0,024	0,023	2 450	1 660	2 480	1 720	4 930	3 380
149	République populaire démocratique de Corée		0,007	0,007	750	510	760	520	1 510	1 030
150	République tchèque		0,281	0,272	28 970	19 640	29 360	20 370	58 330	40 010
151	République-Unie de Tanzanie	PMA	0,006	0,006	640	430	650	450	1 290	880
152	Roumanie		0,070	0,068	7 240	4 910	7 340	5 090	14 580	10 000

Partie à la Convention ^a		(*)	Barème ONU	Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009	Contribution pour 2008		Contribution pour 2009		Montant total à verser en 2008-2009	
			(%)	(%) ^b	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros
153	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		6,642	6,433	685 240	464 590	694 310	481 770	1 379 550	946 360
154	Rwanda	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
155	Saint-Kitts-et-Nevis		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
156	Sainte-Lucie		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
157	Saint-Marin		0,003	0,003	320	220	320	220	640	440
158	Saint-Vincent-et-les Grenadines		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
159	Samoa	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
160	Sao-Tomé-et-Principe	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
161	Sénégal		0,004	0,004	430	290	430	300	860	590
162	Seychelles		0,002	0,002	210	140	220	150	430	290
163	Sierra Leone	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
164	Singapour		0,347	0,336	35 790	24 270	36 260	25 160	72 050	49 430
165	Slovaquie		0,063	0,061	6 500	4 410	6 580	4 570	13 080	8 980
166	Slovénie		0,096	0,093	9 910	6 720	10 040	6 960	19 950	13 680
167	Somalie	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
168	Soudan	PMA	0,010	0,010	1 070	720	1 080	750	2 150	1 470
169	Sri Lanka		0,016	0,015	1 600	1 080	1 620	1 120	3 220	2 200
170	Suède		1,071	0,037	110 460	74 890	111 920	77 660	222 380	152 550
171	Suisse		1,216	1,178	125 480	85 080	127 140	88 220	252 620	173 300
172	Suriname		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
173	Swaziland		0,002	0,002	210	140	220	150	430	290

Partie à la Convention ^a		(*)	Barème ONU	Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009	Contribution pour 2008		Contribution pour 2009		Montant total à verser en 2008-2009	
			(%)	(%) ^b	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros	Dollars ^c	Euros
174	Tadjikistan		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
175	Tchad	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
176	Thaïlande		0,186	0,180	19 170	13 000	19 430	13 480	38 600	26 480
177	Timor-Leste	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
178	Togo	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
179	Tonga		0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
180	Trinité-et-Tobago		0,027	0,026	2 770	1 880	2 810	1 950	5 580	3 830
181	Tunisie		0,031	0,030	3 200	2 170	3 240	2 250	6 440	4 420
182	Turkménistan		0,006	0,006	640	430	650	450	1 290	880
183	Turquie		0,381	0,369	39 310	26 650	39 830	27 630	79 140	54 280
184	Tuvalu	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
185	Ukraine		0,045	0,044	4 690	3 180	4 750	3 300	9 440	6 480
186	Uruguay		0,027	0,026	2 770	1 880	2 810	1 950	5 580	3 830
187	Vanuatu	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
188	Venezuela (République bolivarienne du)		0,200	0,194	20 660	14 010	20 940	14 530	41 600	28 540
189	Viet Nam		0,024	0,023	2 450	1 660	2 480	1 720	4 930	3 380
190	Yémen	PMA	0,007	0,007	750	510	760	520	1 510	1 030
191	Zambie	PMA	0,001	0,001	110	70	110	70	220	140
192	Zimbabwe		0,008	0,008	850	580	860	600	1 710	1 180
	Total des contributions des Parties		102,449	100,000	10 652 000	7 222 000	10 793 000	7 489 000	21 445 000	14 711 000

Notes

* Appartient à la catégorie des pays les moins avancés.

^a États et organisations d'intégration économique régionale parties à la Convention au 31 mai 2007.

^b Conformément au paragraphe 12 a) des Règles de gestion financière, le barème indicatif des quotes-parts est établi d'après le barème des quotes-parts de l'ONU, tel qu'il figure dans la résolution A/RES/61/237 de l'Assemblée générale, en date du 13 février 2007.

^c Les montants en dollars sont indiqués uniquement pour information. Les Parties sont avisées du montant indicatif en euros et en dollars des États-Unis des contributions à verser pour 2008 et 2009, montant qui devra être acquitté en euros, ou en dollars pour un montant équivalent à la date du versement (au taux de change fixé pour les opérations de l'ONU). Le montant en dollars indiqué ci-dessus, calculé selon le taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur en décembre 2007, sera donc modifié chaque mois, car les taux de change opérationnels de l'ONU varient tous les mois. Si le versement est effectué en dollars des États-Unis après le 31 décembre 2007, les Parties devront s'assurer sur le site Web de la Convention de la valeur courante de leur propre contribution en dollars.

^d Les États-Unis d'Amérique considèrent que leur contribution au budget ordinaire de la Convention est une contribution volontaire.
